

**RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE** POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2006

T1



Ce rapport contient des déclarations de nature prospective fondées sur des hypothèses et reflétant les attentes qui sont celles de CAE à l'heure actuelle. À ces déclarations s'attachent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire que les résultats et les événements réels soient notablement différents de ceux qui sont attendus. D'autres facteurs d'incertitude sont précisés dans les documents que CAE dépose périodiquement auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. CAE ne s'engage d'aucune façon à mettre à jour ou à réviser ses déclarations prospectives.

**01 \_ Rapport aux actionnaires**

**03 \_ Rapport de gestion**

03 \_ Faits marquants du premier trimestre

04 \_ Introduction

05 \_ À propos de CAE

09 \_ Résultats consolidés

13 \_ Résultats par secteur

18 \_ Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés

19 \_ Situation financière consolidée

**20 \_ États financiers consolidés**

20 \_ Bilans consolidés

21 \_ États consolidés des résultats

21 \_ États consolidés des bénéfices non répartis

22 \_ États consolidés des flux de trésorerie

**23 \_ Notes afférentes aux états financiers consolidés**

23 \_ Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables

24 \_ Note 2 – Activités abandonnées et actifs destinés à la vente

24 \_ Note 3 – Intérêts débiteurs, montant net

25 \_ Note 4 – Capital-actions

25 \_ Note 5 – Partage de coûts avec le gouvernement

26 \_ Note 6 – Avantages sociaux futurs

26 \_ Note 7 – Renseignements supplémentaires

26 \_ Note 8 – Charge de restructuration

27 \_ Note 9 – Informations sectorielles

T1

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

CAE a présenté les résultats financiers de son premier trimestre, clos le 30 juin 2006. Le bénéfice net est de 32,7 millions \$, soit 0,13 \$ par action, comparativement à 20,8 millions \$, soit 0,08 \$ par action, au premier trimestre de l'exercice 2006. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

Abstraction faite des éléments non récurrents, le bénéfice tiré des activités poursuivies est de 31,3 millions \$ ce trimestre, soit 0,12 \$ par action, comparativement à 19,9 millions \$, soit 0,08 \$ par action, au premier trimestre de l'exercice 2006.

Les produits consolidés se montent à 301,8 millions \$, comparativement à 266,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2006.

Pour le premier trimestre, le bénéfice consolidé avant intérêts et impôts (BAII) est de 47,5 millions \$, soit 15,7 % des produits. Abstraction faite des éléments non récurrents, le BAII est de 47,8 millions \$, soit 15,8 % des produits.

« Les résultats financiers du premier trimestre témoignent des améliorations qui se poursuivent dans chacun de nos secteurs d'activité », a déclaré Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. « Nos activités prennent désormais appui sur une assise financière solide et sur une structure efficace, ce qui nous permet de mieux profiter de l'amélioration du marché. Nos solutions d'avant-garde jouissent d'une grande faveur sur le marché, et en même temps nous sommes à la recherche de nouvelles occasions d'affaires. »

CAE a remporté huit commandes de simulateurs de vol (FFS) au premier trimestre. Nous avons aussi annoncé plusieurs événements positifs depuis la fin du trimestre :

- le lancement de l'Académie mondiale CAE, nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde;
- la vente de deux simulateurs de vol A380 à Federal Express;
- l'obtention d'un contrat de conception et de réalisation de simulateurs d'hélicoptères MH-60R et SH-60B pour la United States Navy; et
- l'obtention d'un nouveau contrat de conception et de réalisation d'un simulateur d'hélicoptère AW139 pour AgustaWestland.

### FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Produits de simulation – Civil (PS/C)
- Formation et services associés – Civil (FS/C)

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M)
- Formation et services associés – Militaire (FS/M)

### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Les produits du secteur PS/C sont de 74,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 23 % sur ceux du premier trimestre de l'exercice 2006. Cette progression tient au niveau élevé de commandes récentes, auxquelles s'ajoute un cycle de production plus court.

Le résultat d'exploitation du secteur est de 11,0 millions \$, en hausse de 55 % sur celui du premier trimestre de l'exercice 2006. Cette amélioration s'explique principalement par une meilleure exécution des programmes.

Les prises de commandes se montent à 87,0 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 297,5 millions \$ à la clôture du trimestre.

### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Les produits du secteur FS/C sont de 83,7 millions \$, stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006 et en hausse de 3 % par rapport au trimestre dernier. Nos centres de formation ont connu une plus forte activité que l'an dernier, mais ceci fut temporisé par l'appréciation du dollar canadien qui a gagné environ 10 % par rapport à l'euro et au dollar américain.

Le résultat d'exploitation du secteur est de 18,4 millions \$, soit 22,0 % des produits, en hausse de 22 % par rapport aux 15,1 millions \$ (18,6 % des produits) du quatrième trimestre, et de 9 % par rapport aux 16,9 millions \$ (20,2 % des produits) du premier trimestre de l'exercice 2006. La rentabilité a progressé grâce à une meilleure répartition du chiffre d'affaires, à l'effet de levier causé par un niveau d'activités de formation plus élevée ainsi qu'à une plus grande efficacité des opérations et à des améliorations liées au personnel.

À la suite des redéploiements de simulateurs effectués entre les centres de notre réseau mondial de formation, le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) en service dans notre parc est demeuré en moyenne au même niveau que l'an dernier, soit à 98 unités.

Avec plusieurs redéploiements toujours en cours, le NESA moyen pour l'exercice 2007 dans son ensemble devrait demeurer à peu près le même qu'à l'exercice dernier. Nous prévoyons qu'il sera en moyenne de 5 % à 10 % plus élevé pour l'exercice 2008, quand les redéploiements de simulateurs seront terminés et que de nouveaux simulateurs se seront ajoutés. Le redéploiement des 12 simulateurs restants sur les 28 devant être relocalisés s'effectue dans les délais prévus.

Les prises de commandes se montent à 110,9 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 817,6 millions \$ à la clôture du trimestre.

## PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Les produits du secteur PS/M sont de 95,8 millions \$ ce trimestre, en hausse de 32 % sur ceux du premier trimestre de l'exercice 2006. Cette augmentation est principalement due à une plus forte activité sur certains programmes européens, en particulier celui des équipements pour les NH90 allemands dans lequel nous avons franchi un jalon important au cours du trimestre. Par contre, le résultat du premier trimestre du précédent exercice avait souffert des retards sur plusieurs programmes européens et américains.

Outre une élévation de son niveau d'activité, le secteur a bénéficié ce trimestre de la vente au gouvernement britannique d'une licence de propriété intellectuelle, alors que le ministère britannique de la Défense regarde pour la suite d'AVTS et étudie de nouvelles formules d'acquisition des biens et des services pour la formation de l'Armée de terre.

Le résultat d'exploitation du secteur est de 11,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à 4,8 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2006. Cette progression s'explique en partie par la radiation au premier trimestre de l'exercice 2006 de 1,5 million \$ en frais d'appel d'offres reportés.

Les prises de commandes se montent à 36,4 millions \$ et le carnet de commandes affichait une valeur de 475,2 millions \$ à la clôture du trimestre. Compte tenu de la nature particulière et de l'irrégularité des attributions de contrats militaires, les variations dans le niveau des prises de commandes d'un trimestre à un autre sont chose normale pour les deux secteurs militaires.

## FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Les produits du secteur FS/M sont de 48,1 millions \$ ce trimestre, en baisse de 2 % sur ceux du premier trimestre de l'exercice 2006, principalement du fait de la diminution des revenus de notre centre de formation en Grande-Bretagne. Cette baisse a été compensée en partie par la vente d'une licence de propriété intellectuelle au gouvernement britannique.

Le résultat d'exploitation du secteur est de 11,6 millions \$, en hausse de 9,6 millions \$ sur celui du premier trimestre de l'exercice 2006. Ceci inclut un paiement non récurrent de 4,4 millions \$ reçu du gouvernement britannique pour notre renonciation aux réclamations sur le programme AVTS. De plus, au premier trimestre de l'exercice 2006, le résultat d'exploitation sectoriel prenait en compte la radiation de 4,4 millions \$ de frais d'appel d'offres reportés pour le programme AVTS.

Les prises de commandes se montent à 62,4 millions \$ ce trimestre, et le carnet de commandes affichait une valeur de 842,9 millions \$ à la clôture du trimestre.

Pour les deux secteurs militaires réunis, les produits pour le trimestre se montent à 143,9 millions \$ et le résultat d'exploitation à 22,8 millions \$, ce qui donne une marge d'exploitation de 15,8 %. Abstraction faite des éléments non récurrents, la marge d'exploitation est de 12,8 %.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

À la fin du trimestre, la trésorerie que nous avons dégagée des activités poursuivies se montait à 59,1 millions \$. La diminution des comptes créditeurs et des charges à payer par rapport au trimestre dernier a causé une augmentation du fonds de roulement de 27,1 millions \$. Ajouté aux 40,7 millions \$ de dépenses en immobilisations, cela a donné un flux de trésorerie disponible négatif de 5,5 millions \$ pour le trimestre. Nous maintenons notre prévision d'un flux de trésorerie disponible positif pour l'ensemble de l'exercice.

La dette nette s'élève à 198,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 4 % sur le trimestre dernier.

CAE versera un dividende de 0,01 \$ par action le 30 septembre 2006 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 septembre 2006.

## AUTRES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le carnet de commandes consolidé affichait à la fin de ce trimestre une valeur de 2,43 milliards \$, comparé à 2,46 milliards \$ à la fin de l'exercice 2006. Au cours du trimestre, les prises de commandes se sont montées à 296,7 millions \$, alors que ce montant a été compensé par 301,8 millions \$ de produits qui ont été réalisés sur les commandes en carnet, et par les variations de change qui ont réduit la valeur du carnet de commandes de 21,7 millions \$.

Les dépenses en immobilisations pour le trimestre se montent à 40,7 millions \$. Nous prévoyons que les dépenses en immobilisations de l'exercice 2007 seront au total plus élevées que l'an dernier, en raison des conditions de marché favorables et des diverses initiatives de croissance à l'étude pouvant requérir des investissements additionnels.

Les impôts sur le bénéfice ont été de 11,2 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux effectif d'imposition de 25 %. Pour l'exercice 2007, nous prévoyons un taux d'imposition effectif d'environ 31 %.

Exclusion faite des éléments non récurrents, le bénéfice par action tiré des activités poursuivies s'établit à 0,12 \$, comparativement à 0,09 \$ au trimestre dernier et à 0,08 \$ au premier trimestre de l'exercice 2006. Nos résultats du premier trimestre comprenaient une charge non récurrente de 3,1 millions \$ après impôts pour restructuration et frais apparentés. Ces frais ont été compensés par des gains après impôts de 3,1 millions \$ provenant du règlement reçu du gouvernement britannique pour notre renonciation à réclamations, et par l'imputation de 2,0 millions \$ de certains actifs fiscaux.

# RAPPORT DE GESTION

en date du 10 août 2006 | Pour les trois mois terminés le 30 juin 2006

---

## 1 | FAITS MARQUANTS DU PREMIER TRIMESTRE

### CHIFFRES FINANCIERS

#### PRODUITS EN HAUSSE

- Les produits consolidés se montent à 302 millions \$, en hausse de 18 millions \$ sur ceux du trimestre dernier et de 36 millions \$ sur ceux du même trimestre du dernier exercice.

#### HAUSSE DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION, DU BÉNÉFICE NET ET DU BÉNÉFICE PAR ACTION

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies est de 33 millions \$ (0,13 \$ par action) ce trimestre, en comparaison de 15 millions \$ (0,06 \$ par action) au trimestre dernier et de 21 millions \$ (0,08 \$ par action) au premier trimestre du dernier exercice.
- Hors éléments non récurrents, les chiffres sont de 31 millions \$ (0,12 \$ par action) ce trimestre, de 23 millions \$ (0,09 \$ par action) au trimestre dernier et de 20 millions \$ (0,08 \$ par action) au premier trimestre du dernier exercice.

#### PLUS FORTE TRÉSORERIE DÉGAGÉE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES, MAIS AUGMENTATION AUSSI DU FONDS DE ROULEMENT HORS TRÉSORERIE

- La trésorerie nette dégagée des activités poursuivies se monte à 32 millions \$ ce trimestre, en comparaison de 70 millions \$ au trimestre dernier et 22 millions \$ au premier trimestre du dernier exercice.

#### AUGMENTATION DU CAPITAL UTILISÉ

- Le fonds de roulement hors trésorerie a augmenté de 24 millions \$ ce trimestre, pour s'établir à une valeur négative de 51 millions \$.
- Le capital utilisé a augmenté de 3 % ce trimestre pour s'établir à 895 millions \$.
- La dette a augmenté de 8 millions \$ ce trimestre pour s'établir à 198 millions \$.

### PRISES DE COMMANDES

#### *Secteurs civils*

##### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL : HUIT COMMANDES DE SIMULATEURS DE VOL COMPLETS (FFS)

- Un ATR 72-500 pour Air Deccan ;
- Un A320 pour Air Deccan ;
- Un B777 pour Cathay Pacific ;
- Un A320 pour Flight Simulation Company ;
- Deux B737-800NG pour Flight Simulation Company ;
- Un EMB-170 pour Flight Training Finance ;
- Un B737 pour Ryanair.

##### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL : PLUS DE 110 MILLIONS \$ DE NOUVEAUX CONTRATS

- Plus de 50 nouveaux contrats de formation signés avec des clients de l'aviation d'affaires, notamment Reebok, Southwest Bell Communications, CHC Helicopters et la US Navy.
- Plus de 20 nouveaux contrats signés dans différentes parties du monde avec des compagnies aériennes nationales et régionales.
- Reconduction obtenue de plusieurs contrats en cours.

#### *Secteurs militaires*

##### PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE : COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES DE FORMATION ET DE MISES À NIVEAU

- Entraîneur aux opérations d'arrimage et de largage (FuT) reproduisant la soute du C-130J, commandé par l'Armée de l'air américaine (USAF) ;
- Mises à niveau diverses sur simulateurs C-130J pour l'USAF ;
- Intégration de système visuel sur simulateur Tornado pour l'Armée de l'air allemande ;
- Entraîneur partiel (PTT) commandé par EADS CASA pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport acquis par la Royal Australian Air Force.

#### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE : OBTENTION D'IMPORTANTES CONTRATS

- Contrat prolongeant pour un an la fourniture aux CF-18 des Forces canadiennes de services de soutien comprenant la mise à niveau des logiciels d'avionique, la fourniture d'un soutien logistique intégré et la gestion des données.
- Contrat de quatre ans et demi pour la fourniture, sur la base britannique de Lyneham, de services de maintenance et de soutien pour les systèmes de formation C-130J de la RAF.

#### EXPLOITATION

##### LA PHASE FINALE DES ACTIVITÉS DE RESTRUCTURATION SE DÉROULE COMME PRÉVU

- Nous avons achevé la rationalisation de nos installations de Montréal.
- L'agrandissement du centre de formation de Madrid avance comme prévu, et toutes les activités menées à Madrid seront regroupées sous le même toit d'ici la fin de l'exercice 2007.
- Les simulateurs qui devaient être déplacés en Europe, par suite de la fermeture du centre de Maastricht, et en Amérique du Sud l'ont tous été.
- 16 des 28 déplacements de FFS prévus avaient été effectués à la fin du trimestre.
- Les travaux pour l'expansion de l'activité « aviation d'affaires » de FS/C à Morristown (NJ) et à Burgess Hill (G.-B.) avancent comme prévu. Les deux centres ouvriront au cours de l'exercice 2007. Ils proposeront différents simulateurs, notamment pour les Dassault 900 et 2000, ainsi que pour le Dassault 7X, nouvel avion d'affaires sur lequel ils assureront la formation agréée par le constructeur.
- Nous mettrons prochainement en oeuvre la phase FS/C de notre système de gestion intégré (ERP).

## 2 | INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la société* renvoient à CAE Inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *cet exercice* et *2007* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2007;
- *le dernier exercice*, *le précédent exercice* et *il y a un an* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2006;
- les montants sont en dollars canadiens.

Ce rapport, en date du 10 août 2006, présente le commentaire et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2006. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, des résultats et de la situation financière de notre société au cours du premier trimestre de l'exercice 2007. Toute l'information financière y est présentée selon les Principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR).

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers pour le trimestre clos le 30 juin 2006 et dans les états financiers annuels consolidés que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2006. Le Rapport de gestion pour l'exercice 2006 contient en outre un complément d'information sur :

- notre stratégie et les grandes forces de notre société;
- les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- l'effet des variations de change;
- les mesures financières hors PCGR;
- nos acquisitions, fusions et désinvestissements;
- nos systèmes, procédures et moyens de contrôle;
- le rôle de supervision du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou sur celui de Edgar, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

#### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport présente les informations que nous avons jugées importantes pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés à la publication de ces informations. Nous considérons qu'une information est importante :

- si elle provoque, ou risque probablement de provoquer, une variation notable du prix ou de la valeur de marché de nos actions; ou
- si les chances sont fortes qu'un investisseur raisonnable estime cette information importante pour les décisions qu'il a à prendre.

#### PRÉCISION SUR LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport contient des déclarations de nature prospective concernant nos marchés, nos résultats financiers à venir, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les déclarations prospectives commencent le plus souvent par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces déclarations sont fondées sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourront être sensiblement différents en raison des risques et des incertitudes que notre activité comporte, ou en

raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de rédaction du rapport, en particulier les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2006.

Nous ne faisons aucune mise à jour ou rectification de nos déclarations prospectives, pas même après survenance de faits nouveaux, sauf dans les cas où la réglementation en vigueur l'impose. Nous vous conseillons de ne pas vous fier exagérément à ces déclarations prospectives.

### 3 | À PROPOS DE CAE

#### 3.1 QUI NOUS SOMMES

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ces matériels et services comprennent d'une part des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs aéronautiques et aux forces de défense, d'autre part des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et techniciens de maintenance, dans des centres de formation implantés tout autour du globe.

Nos simulateurs de vol recréent le comportement des appareils dans toutes les situations et toutes les conditions ambiantes rencontrées en vol. Leurs systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports de tous les pays et toutes les conditions météorologiques possibles. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages à l'entraînement dans un environnement qui reproduit intégralement les conditions et les sensations du vol réel.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal, s'est valu une excellente réputation et l'attachement durable de ses clients grâce à son expérience de près de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. Tout près de 5 000 employés travaillent dans ses usines et dans ses centres de formation répartis dans 19 pays. CAE tire plus de 90 % de son chiffre d'affaires annuel d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- à la Bourse de Toronto sous le symbole *CAE*;
- à la Bourse de New York sous le symbole *CGT*.

#### 3.2 NOS ACTIVITÉS

CAE est présente sur deux marchés au niveau mondial :

- Le marché civil, qui comprend les constructeurs aéronautiques, les grandes compagnies aériennes nationales, les compagnies aériennes de transport régional, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation et les services de dotation des compagnies en pilotes.
- le marché militaire, constitué par les forces de défense de partout dans le monde.

Dans la gestion de nos activités et dans la présentation de nos résultats, nous distinguons quatre secteurs, à savoir un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de ces deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante du chiffre d'affaires de la société.

#### MARCHÉ CIVIL

##### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL (PS/C)

*Conçoit, réalise et fournit des dispositifs de simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Notre secteur PS/C est le chef de file de la simulation de vol. Nous concevons et réalisons plus de simulateurs de vol (FFS) et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales et pour les avions d'affaires que quiconque dans le monde. Nous avons aussi une riche expérience de la réalisation en première mondiale de simulateurs pour de nouveaux types d'avions et d'hélicoptères. Nous proposons en outre une gamme complète de services de soutien comprenant la vente de rechanges, les mises à niveau et les déplacements-réinstallations de simulateurs.

##### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL (FS/C)

*Fournit des services de formation et tous les services associés pour l'ensemble des personnels navigants et au sol de l'aviation commerciale et d'affaires*

Notre secteur FS/C est le numéro deux mondial des fournisseurs de services de formation aéronautique. Il est présent sur tous les segments de ce marché, à savoir : aviation générale, compagnies régionales, compagnies nationales et aviation d'affaires. Nous offrons aussi une gamme

complète de services de soutien, tels que gestion de centre de formation, maintenance de simulateurs, gestion des rechanges et des stocks, élaboration de programmes de formation et services de consultation. Nous nous sommes élevés à cette position grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à la construction d'installations neuves. Nous avons actuellement 110 FFS répartis entre 22 centres de formation dans le monde.

#### TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Nous demeurons optimistes sur les perspectives du marché civil car nous y observons les tendances suivantes :

- les indices économiques sont positifs;
- les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante;
- les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses;
- la demande en pilotes qualifiés est croissante.

#### ***Les indices économiques sont positifs***

##### *Le PIB et l'augmentation des bénéfices des entreprises stimulent le marché de l'aviation d'affaires*

L'aviation d'affaires connaît une activité soutenue et croissante du marché de la formation car les flottes d'avions sont actives et de nouveaux opérateurs font leur apparition. Avec le développement des segments des avions d'affaires légers (LJ) et très légers (VLJ), nous comptons voir s'ouvrir dans l'avenir des perspectives en formation et pour d'autres genres de services (la plupart de ces avions devraient être mis sur le marché dans le courant de l'année 2006).

##### *Marchés nouveaux et émergents*

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient connaissent un fort accroissement de leur trafic aérien et une forte croissance de leur économie, en même temps que leur réglementation du transport aérien se libéralise et que naissent des accords bilatéraux dans ce domaine. Nous prévoyons donc que pour l'année 2006 la demande en FFS et les stagiaires qui fréquenteront nos centres de formation proviendront essentiellement de ces marchés.

#### ***Les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante***

##### *Le trafic aérien augmente*

La croissance, modeste mais soutenue, du trafic voyageurs qui s'est amorcée vers la fin de 2005, devrait à notre avis se poursuivre au cours des trois prochaines années à un rythme légèrement supérieur au taux de croissance moyen observé de 5,2 % entre 1995 et 2005. Il faudra pour cela que le prix des carburants n'augmente pas exagérément et qu'aucun événement grave (instabilité politique, acte de terrorisme, etc.) ne vienne secouer le monde.

##### *Les compagnies aériennes à bas tarifs sont en croissance*

La croissance soutenue des compagnies aériennes à bas tarifs est un autre important élément dans l'activité du marché de l'aviation civile, qui alimente la demande pour les produits de simulation existants. Les compagnies à bas tarifs se caractérisent par l'exploitation de vols réguliers sur des dessertes point à point intérieures, sans correspondance avec les autres vols. Elles ont à leur tête une équipe de direction autonome et pour argument de vente la modicité de leurs tarifs en classe unique. En 2005, les 25 plus importantes compagnies à bas tarifs ont augmenté de 23 % leurs recettes par passager-kilomètre.

##### *L'activité est ralentie sur les marchés établis*

Sur les marchés établis nord-américain et européen, les compagnies aériennes souffrent du prix élevé du carburant et d'une féroce concurrence sur les vols intérieurs. Si leurs investissements demeureront sans doute restreints, certaines compagnies décideront peut-être quand même de renouveler leur flotte plus tôt que prévu pour se doter d'avions plus économiques, afin de réduire leurs coûts d'exploitation et être plus compétitives. Nous pensons en outre que certaines grandes compagnies américaines qui sortent tout juste de sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites ou d'une restructuration, vont passer des commandes de nouveaux avions dès qu'elles auront arrêté la constitution de leur flotte.

#### ***Les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses***

##### *Nouveaux modèles d'avions*

Les constructeurs sortent de nouveaux appareils qui vont induire au niveau mondial une demande en simulateurs et en formation. C'est ainsi que du côté de l'aviation commerciale, Airbus lance l'A380, Embraer, le 190 et Boeing, le 787. Sur le marché des avions d'affaires, Embraer et Eclipse sont les meneurs du développement des segments VLJ et LJ.

L'arrivée de nouveaux modèles d'avions va provoquer une demande pour de nouveaux types de simulateurs. Il est dans nos priorités stratégiques de nouer des partenariats avec ces constructeurs pour resserrer les liens avec eux de façon à être en position de profiter des nouveaux débouchés qui s'ouvriront.

*Nouvelles commandes d'avions*

Au premier semestre de l'année 2006, Airbus et Boeing ont reçu un total de 610 commandes d'avions. Ces fortes prévisions de livraisons suscitent une demande en formation sur les avions monocouloir dans les pays d'Europe et d'Amérique du Sud. Nous examinons de près ce secteur pour profiter de la tendance.

**La demande en pilotes qualifiés est croissante***L'augmentation de la demande est mondiale*

La croissance du marché de l'aviation civile engendre une demande en pilotes partout dans le monde, mais provoque en même temps une pénurie de pilotes. Cela vient de ce que la population des pilotes vieillit et de ce que les pilotes militaires sont moins nombreux à se reconverter dans le civil. La pénurie touche plus fortement les marchés émergents comme l'Inde et la Chine où le trafic aérien augmente plus vite que dans les pays développés, et où manque une infrastructure capable de satisfaire la demande actuelle et celle de demain.

Cette pénurie ouvre par contre des possibilités pour la dotation en pilotes, la formule clé en main par laquelle nous nous chargeons pour les compagnies du recrutement, de la sélection et de la formation des pilotes qu'il leur faut. Elle nous incite aussi à chercher à nouer des partenariats pour mettre en place au niveau mondial une filière de formation et de mise à disposition de pilotes en réponse à la demande du marché. Le 19 juillet, nous avons officiellement présenté l'Académie mondiale CAE, une nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde.

*Nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes augmentant la part de la simulation dans la formation*

La profession aéronautique va probablement adopter un nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes d'ici la fin de 2006. La formation des pilotes pour la licence MPL (multi-crew pilot licence) proposée par l'Organisation de l'Aviation Civile International (OACI) prévoit plus d'heures sur simulateur, ce qui est excellent pour notre activité.

**MARCHÉ MILITAIRE**

## PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE (PS/M)

*Conçoit, réalise et fournit des matériels de formation de haute technicité pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial de la conception et de la production de simulateurs de vol militaires. Nous réalisons des matériels de simulation et des formations pour une multitude d'aéronefs militaires, aussi bien hélicoptères qu'avions (chasseurs, avions de transport et de patrouille en mer). Nous sommes les créateurs de la plus large gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les capteurs d'observation. Nous avons livré des produits de simulation et des formations aux forces de défense de plus d'une trentaine de pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons également réalisé plus de systèmes de formation et d'entraînement pour le C-130 Hercules que quiconque dans le monde.

## FORMATION MILITAIRE ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE (FS/M)

*Fournit clé en main des solutions pour la formation et la conduite des opérations, des services de soutien, la maintenance de systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation*

Notre secteur FS/M fournit des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'instruction sur simulateur sur plus de 60 sites dans le monde. Il fournit également des services de toute sorte faisant appel à la modélisation et à la simulation.

## TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Malgré des budgets de défense qui, à notre avis, ne connaîtront dans le monde qu'une modeste progression de 2 à 3 % par an, nous pensons voir notre part de ces dépenses augmenter pour les raisons suivantes :

- la demande pour les produits et les services augmente;
- la nature des conflits évolue.

**La demande pour les produits et les services augmente***Nouvelles plates-formes aériennes*

De nouvelles plates-formes font leur apparition sur le marché militaire, ce qui va induire dans le monde une demande en simulateurs et en formation. Ainsi l'hélicoptère NH90 lancé par NH Industrie, le AW139 d'AgustaWestland et le C-295 d'EADS CASA sont des exemples de nouveaux appareils qui vont amener une demande pour de nouveaux types de simulateurs. L'une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs aéronautiques militaires afin de renforcer nos liens avec eux et de pouvoir profiter des débouchés qui s'ouvriront.

#### *Tendance à l'externalisation*

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver où économiser. Une tendance, que nous pensons voir s'accroître, se dessine vers l'externalisation de différents services de formation. Les gouvernements se tournent vers le secteur privé pour la prestation de ces services parce que les entreprises peuvent les leur fournir plus vite et à meilleur prix que la formule des programmes internes.

C'est ainsi qu'au trimestre dernier nous avons remporté auprès du maître d'œuvre EADS CASA et du gouvernement australien un contrat d'externalisation portant sur la fourniture clé en main et le soutien pendant cinq ans d'une capacité de formation pour l'A330 MRTT, nouvel avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport acquis par la Royal Australian Air Force (RAAF).

#### *Utilisation croissante de la simulation*

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation par la simulation en raison du meilleur réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres et de la réduction des risques que la simulation apporte par rapport à la formation sur les matériels réels. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre des heures de vol pour les aéronefs.

#### *Prolongation de vie et mise à niveau des plates-formes porteuses des systèmes d'armes*

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plates-formes porteuses des systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en les dotant de caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs pour les mettre aux nouveaux standards. Des exemples récents en sont les contrats remportés à la fin du trimestre dernier, l'un pour l'avion P-3C, l'autre pour la mise à niveau d'un entraîneur aux missions de l'hélicoptère Lynx de l'OTAN, à mettre en correspondance avec les modernisations apportées à cet appareil.

### **La nature des conflits évolue**

#### *Demande allant vers la mise en réseau*

La nature des conflits évolue. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui engendre une demande pour des exercices d'entraînement et des opérations menés en coopération et en réseau. Ainsi, ce trimestre, nous avons obtenu un contrat de mise à niveau de simulateurs C-130J pour l'USAF pour les doter de capacités supplémentaires de mise en réseau.

#### *Acceptation grandissante de la formation par la simulation*

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers les moyens de simulation pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels de simulation permettent aux militaires de construire des plans de mission très élaborés et de mener des répétitions de mission de bout en bout, en complément aux entraînements et aux séances de préparation traditionnels. La simulation offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios dans des conditions réalistes, sans courir de danger et en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, ce trimestre, nous avons remporté auprès de l'Armée de terre américaine un contrat d'élaboration de la base de données d'un environnement virtuel au titre du programme SE-Core DVED.

### **3.3 NOTRE VISION**

Notre vision est d'être le numéro un dans le domaine des technologies de modélisation et de simulation ainsi que dans celui des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous nous classons en première ou en seconde place dans presque toutes nos activités centrales, mais l'intensité de la concurrence rend impératif que nous demeurions en tête pour la technologie. Nous avons su changer notre façon de travailler, renforcer notre situation financière et nous doter d'une solide assise pour créer de la valeur pour l'actionnaire.

Positionner notre société pour la croissance et faire avancer la mise en œuvre de notre vision a été l'objet de nos efforts ce trimestre et va continuer de l'être sur la partie restante de l'exercice.

Dans cette optique, nous nous sommes fixés six objectifs pour 2007 :

- mener à bien l'exécution des éléments qui restent à accomplir dans notre plan de restructuration;
- continuer de renforcer les relations avec nos clients et les constructeurs aéronautiques;
- continuer d'améliorer notre performance financière;
- continuer le travail de remotivation de nos employés dans tous nos établissements dans le monde;
- maintenir notre leadership technologique;
- viser la croissance sur nos principaux marchés.

#### **INNOVER POUR L'AVENIR**

L'innovation est au cœur de notre activité et de la réussite que nous connaissons depuis tant d'années, et elle est fondamentale dans le façonnage de notre avenir.

Un groupe de personnes clé explore actuellement différentes voies pour la mise en valeur de nos compétences dans des domaines nouveaux et sur des marchés émergents et adjacents aux nôtres. Nous consacrerons cette année un investissement dans cette voie.

Les voies dans lesquelles nous pouvons trouver de nouvelles applications pour notre technologie, tirer parti des rapports étroits que nous avons avec les clients et mettre à profit notre connaissance de la formation et de l'élaboration de cursus, sont notre priorité. En tant que chef de file mondial de la simulation, nous sommes bien placés pour trouver des moyens de tirer profit du besoin qui existe d'utiliser la visualisation comme moyen d'analyser sans risque des situations complexes de nature diverse, et aussi comme outil pour éclairer le choix des décisions à prendre.

C'est ainsi que nous regardons actuellement, en particulier du côté de la simulation médicale et pour les transports, les possibilités de mettre à profit nos compétences en réalisation d'outils apportant à la fois une diminution des risques et une plus grande efficacité sur le plan opérationnel.

## 4 | RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

#### RÉSUMÉ DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Produits	\$ 301,8	284,3	276,6	280,3	266,0
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 47,5	9,5	32,7	28,1	35,9
<i>En % des produits</i>	% 15,7	3,3	11,8	10,0	13,5
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 3,0	0,9	6,1	4,4	4,8
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 44,5	8,6	26,6	23,7	31,1
Charge fiscale (économie)	\$ 11,2	(6,2)	9,1	5,9	10,3
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$ 33,3	14,8	17,5	17,8	20,8
Bénéfice (perte) tiré des activités abandonnées	\$ (0,6)	(5,4)	0,1	(0,7)	–
Bénéfice net	\$ 32,7	9,4	17,6	17,1	20,8
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,13	0,06	0,07	0,07	0,08
BPA de base et dilué	\$ 0,13	0,04	0,07	0,07	0,08

#### RÉSUMÉ DES RÉSULTATS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 44,8	32,1	34,3	26,8	31,9
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	\$ 31,3	23,2	23,7	20,0	19,9
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,12	0,09	0,09	0,08	0,08

#### LES PRODUITS DÉPASSENT DE 6 % CEUX DU DERNIER TRIMESTRE ET DE 13 % CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Les produits ont augmenté depuis le dernier trimestre, grâce avant tout au secteur PS/M, dont les produits ont progressé de 18,3 millions \$, du fait surtout du programme NH90 sur lequel nous sommes partenaires.

La progression par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006 vient principalement de ce que :

- les produits de PS/C ont augmenté de 23 %, soit 14 millions \$, en raison de l'importance des prises de commandes récentes et du raccourcissement du cycle de production;
- les produits de PS/M ont augmenté de 32 %, soit 23,1 millions \$, en raison d'une composition différente de son portefeuille de contrats, et notamment de l'apport du programme de l'hélicoptère NH90, déjà cité.

Vous trouverez plus loin d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

**LE BAIL<sup>(1)</sup> DÉPASSE DE 38,0 MILLIONS \$ CELUI DU DERNIER TRIMESTRE ET DE 11,6 MILLIONS \$ CELUI DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006**

Le BAIL pour ce trimestre est de 47,5 millions \$, soit 15,7 % des produits. Non compte tenu des éléments non récurrents, le BAIL serait de 47,8 millions \$, soit 15,8 % des produits.

Par rapport au trimestre dernier, le BAIL a progressé de 38,0 millions \$ parce que :

- les dépenses de restructuration ont diminué de 20,4 millions \$;
- tous les secteurs ont obtenu de meilleurs résultats, en amélioration de 13,2 millions \$;
- nous avons reçu 4,4 millions \$ en règlement de renonciation aux réclamations sur le programme britannique AVTS (Armoured Vehicles Training Services).

Par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006, le BAIL a progressé de 11,6 millions \$, soit de 32 %, en raison principalement de meilleurs résultats enregistrés par tous les secteurs (11,1 millions \$) et d'un petit apport venant de l'effet positif d'éléments non récurrents.

Vous trouverez plus loin d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents* et sous *Résultats par secteur*.

**LA CHARGE D'INTÉRÊTS NETTE SE MONTE À 2,1 MILLIONS \$ DE PLUS QU'AU DERNIER TRIMESTRE, MAIS À 37 % DE MOINS QU'AU PREMIER TRIMESTRE 2006**

**RÉSUMÉ DES VARIATIONS DE LA CHARGE D'INTÉRÊTS NETTE**

<i>(en millions)</i>	Par rapport au trimestre précédent	Par rapport à il y a un an
Intérêts nets, période précédente	0,9 \$	4,8 \$
Variation (+/-) des intérêts sur la dette à long terme	0,1	(2,3)
Variation (+/-) des intérêts créditeurs	3,1	0,1
Variation (+/-) de l'amortissement des frais financiers reportés	-	(0,3)
Variation (+/-) des intérêts capitalisés et autres	(1,1)	0,7
<b>Intérêts nets, pour cette période</b>	<b>3,0 \$</b>	<b>3,0 \$</b>

*Intérêts sur la dette à long terme*

Les intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 38 % par rapport à il y a un an, en raison principalement d'une diminution de la dette elle-même. La dette a diminué pour trois raisons :

- nous avons remboursé le financement adossé aux actifs d'Amsterdam à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2006;
- nous avons remboursé la tranche de 20 millions \$ de créances de premier rang en juin 2005;
- nous avons ramené à zéro le solde de notre facilité de crédit renouvelable.

*Intérêts créditeurs*

Les intérêts créditeurs sont de 82 % inférieurs à ceux du dernier trimestre, du fait essentiellement que dans nos résultats du dernier trimestre entrainait la perception d'un effet à recevoir que nous devaient les acquéreurs d'une des activités que nous avons abandonnées. Les éléments essentiels de la diminution sont un montant de 2,0 millions \$ provenant de l'amortissement de la remise de dette et un montant de 0,4 million \$ de revenu pour l'année.

**LE TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION EST PLUS BAS**

Ce trimestre, l'impôt sur le bénéfice s'est monté à 11,2 millions \$, ce qui représente un taux effectif d'imposition de 25 %. Le taux effectif d'imposition pour le même trimestre du dernier exercice était de 33 %. Cette baisse du taux d'imposition s'explique par deux raisons :

- Une réduction de la provision sur nos pertes nettes d'exploitation en Grande-Bretagne nous a permis de comptabiliser un actif d'impôts de 2,0 millions \$;
- Le taux d'imposition statutaire fédéral a baissé ce trimestre.

Les 6,2 millions \$ de recouvrement d'impôts du trimestre dernier provenaient principalement d'une réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes d'exploitation nettes aux États-Unis, ainsi que d'autres recouvrements, qui se sont traduits par des actifs d'impôts de 9,0 millions \$.

Sans les éléments non récurrents, la charge d'impôts sur le bénéfice aurait été de :

- 13,5 millions \$ ce trimestre, soit un taux effectif d'imposition de 30 %.
- 12,0 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2006, soit un taux effectif d'imposition de 38 %. La différence vient de ce que le bénéfice a été plus élevé dans les juridictions où le taux d'imposition est plus fort.

NOTE

<sup>(1)</sup> Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous faisons un suivi de notre BAIL car nous trouvons qu'il permet de plus facilement comparer nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

- 8,9 millions \$ au trimestre dernier, soit un taux effectif d'imposition de 28%.

Pour l'exercice 2007, nous nous attendons à un taux effectif d'imposition de l'ordre de 31 % (compte non tenu des éléments non récurrents). Vous trouverez plus loin d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

#### RÉSULTATS DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La perte nette de 0,6 million \$ de ce trimestre résulte essentiellement de diverses corrections qui ont été apportées à la suite de la vérification de fonds de roulement, en rapport avec la vente des Contrôles navals. CAE, après la clôture du trimestre, a versé environ 10,1 millions \$, intérêts compris, en ajustement de fonds de roulement à l'acquéreur du secteur Contrôle navals. De plus, récemment, CAE a reçu de cet acheteur notification d'une réclamation d'indemnités prévues dans le contrat de vente et d'achat (CVA). Le motif invoqué est que CAE serait en situation de défaut vis-à-vis de certaines promesses et garanties fournies dans le CVA. La direction étudie le bien-fondé de ces réclamations et la couverture d'assurance dont elle dispose dans le cas d'une d'elles. Il est impossible pour le moment de dire quelle sera l'issue de ces questions et encore moins de savoir à combien pourraient éventuellement se monter les dédommagements à verser. CAE compte mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour se défendre. Le CVA fixe à 25 millions \$US le maximum qui puisse être réclamé pour tous motifs confondus.

#### 4.2 BÉNÉFICE AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Le tableau qui suit montre l'effet que certains éléments non récurrents ont eu sur nos résultats de chacune des périodes considérées. Un élément est pour nous non récurrent lorsqu'il ne s'inscrit pas dans le cours normal de notre activité, soit parce qu'il ne se produit que peu fréquemment, soit parce qu'il est inhabituel ou n'est pas dans la tendance normale de l'activité.

Nous estimons qu'il s'agit là d'une information complémentaire utile car elle permet de voir quelle aurait été notre performance sans ces éléments non récurrents. Il est toutefois important de bien la distinguer du bénéfice net calculé selon les PCGR, seul indicateur de notre performance véritable.

#### RAPPROCHEMENT DES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2007			T4-2006			T1-2006		
	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	44,5 \$	33,3 \$	0,13 \$	8,6 \$	14,8 \$	0,06 \$	31,1 \$	20,8 \$	0,08 \$
Plan de restructuration									
– Charge de restructuration	0,2	0,1	–	13,8	10,3	0,04	0,9	0,7	–
– Autres frais liés au plan de restructuration	4,5	3,0	0,01	11,3	8,7	0,03	–	–	–
Paiement pour renonciation à réclamations	(4,4)	(3,1)	(0,01)	–	–	–	–	–	–
Réduction de valeur des frais d'appels d'offres reportés	–	–	–	–	–	–	5,9	5,1	0,02
Réalisation des escomptes sur les effets à recevoir	–	–	–	(1,6)	(1,6)	(0,01)	–	–	–
Gain de change	–	–	–	–	–	–	(6,0)	(6,7)	(0,02)
Économies d'impôts	–	(2,0)	(0,01)	–	(9,0)	(0,03)	–	–	–
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant éléments non récurrents (mesure hors PCGR)	44,8 \$	31,3 \$	0,12 \$	32,1 \$	23,2 \$	0,09 \$	31,9 \$	19,9 \$	0,08 \$

#### PLAN DE RESTRUCTURATION

Nous avons effectué ce trimestre des dépenses de 4,7 millions \$ essentiellement consacrées à :

- poursuivre le redéploiement des actifs du secteur FS/C;
- parachever le réaménagement de nos installations de Montréal;
- poursuivre la réalisation de notre projet ERP.

Le dernier simulateur touché par la restructuration menée au Bénélux était prêt pour la formation à la fin du trimestre. D'autres simulateurs vont être déménagés à Dallas, à São Paulo et en Espagne dans les mois qui viennent.

Nous sommes bien avancés dans l'agrandissement et la conversion de notre centre de formation de Burgess Hill (G.-B.). Militaire jusqu'ici, il va devenir un centre de formation essentiellement civil. Il hébergera huit FFS. Nous comptons que les travaux seront terminés à l'automne 2006.

Nous avons avancé dans notre projet de fusionnement avec notre partenaire espagnol Iberia Lineas Aereas de España S.A. (Iberia). Le centre de formation d'Alcala fermera ses portes dès que sera terminé l'agrandissement de celui de Barajas et que tous les FFS auront été redéployés. Nous prévoyons que le centre de formation de Barajas sera pleinement opérationnel d'ici la fin de l'exercice 2007.

Nous fermerons le centre de formation secondaire de Dallas lorsque celui du Nord-Est ouvrira ses portes, ce qui est prévu pour la fin de l'année 2006. Notre stratégie de redéploiement sera totalement accomplie lorsque ce centre fermera.

Au cours de la partie restante de l'exercice 2007, nous allons continuer :

- de réétudier notre catalogue de produits et de services pour que les solutions proposées à nos clients correspondent à leurs besoins;
- d'élaborer des processus ayant pour but la création d'innovations nous permettant d'étendre de façon systématique nos capacités et notre technologie à de nouveaux marchés;
- d'investir dans la réingénierie de nos processus, à mesure que se met en place notre système de gestion intégré (ERP).

#### ACCORD DE LICENCE ET RÈGLEMENT POUR RENONCIATION AUX RÉCLAMATIONS – CONSORTIUM LANDMARK

En tant que membre du Consortium Landmark (formé pour concourir sur le projet AVTS), nous avons accordé ce trimestre au ministère de la Défense britannique (l'*Autorité*) une licence d'utilisation de notre propriété intellectuelle reliée au projet AVTS. Le contrat prévoit également de la part de tous les membres du consortium le renoncement aux réclamations qu'ils pourraient vouloir adresser à l'Autorité en raison de son changement de formule d'approvisionnement pour le programme AVTS. La part de CAE dans ce contrat était évaluée à 4,2 millions £ (8,8 millions \$).

Le règlement nous est parvenu au cours du trimestre. Nous avons passé 2,1 millions £ (4,4 millions \$) de la somme reçue en élément non récurrent parce que cette partie correspond à la renonciation des réclamations. Les 2,1 millions £ (4,4 millions \$) restants, qui correspondent à la licence d'utilisation de notre propriété intellectuelle, ont été comptabilisés dans les secteurs militaires correspondants.

#### RADIATION DE FRAIS D'APPEL D'OFFRES REPORTÉS

Au premier trimestre de l'exercice 2006, nous avons radié 5,9 millions \$ de frais d'appel d'offres engagés après notre sélection, que nous avons accumulés sur d'importants programmes militaires pour lesquels nos chances de l'emporter se sont singulièrement réduites. Sur les 5,9 millions \$, 4,4 millions \$ se rapportaient au programme AVTS.

#### GAIN DE CHANGE

Au premier trimestre de l'exercice 2006, nous avons réduit la capitalisation de certaines de nos filiales autonomes et avons passé le montant du gain de change correspondant du compte « Écarts de conversion cumulés » à l'état des résultats. Ce gain non récurrent se montait à 6,0 millions \$ avant impôts.

#### ÉCONOMIES D'IMPÔTS

Nous avons considéré les recouvrements d'impôts suivants comme non récurrents car ils ne s'inscrivaient pas dans le déroulement normal de nos activités :

- la réduction de la provision sur nos pertes nettes d'exploitation en G.-B., qui nous a permis de comptabiliser au premier trimestre 2,0 millions \$ d'actifs fiscaux ;
- la réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation aux États-Unis, et avec elle d'autre recouvrements, qui nous ont permis de comptabiliser 9,0 millions \$ d'actifs fiscaux au quatrième trimestre du dernier exercice.

### 4.3 PRISES DE COMMANDES ET CARNET DE COMMANDES CONSOLIDÉS

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous dit à combien se montent les commandes que nous avons reçues mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client un document commercial à valeur juridique définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande).
- Les contrats militaires sont ordinairement à long terme mais doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu le financement.
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les recettes attendues des contrats de formation à court et à long termes dès lors que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les prestations correspondantes, ou lorsque nous pouvons compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

#### ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

(en millions)

Carnet de commandes au 31 mars 2006	2 460,0 \$
+ commandes reçues ce trimestre	296,7
- produits pour le trimestre	(301,8)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	(21,7)
Carnet de commandes au 30 juin 2006	2 433,2 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 0,98. Pour les douze mois du dernier exercice, il était de 1,04.

Vous trouverez plus loin d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

## 5 | RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Produits de simulation – Civil (PS/C)
- Formation et services associés – Civil (FS/C)

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M)
- Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Les secteurs PS/C et PS/M fonctionnent suivant un système d'organisation intégré selon lequel, pour l'essentiel, les fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communs.

Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer pour chaque secteur individuellement l'emploi qu'il fait des éléments d'actif qu'il utilise en commun avec les autres, nous lui attribuons la part des charges et des éléments de passif (essentiellement des frais généraux) qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes que chacun des secteurs réalise.

### INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ

#### RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL

(en millions)	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
<b>Secteurs civils</b>					
Produits de simulation – Civil	\$ 11,0	9,3	10,4	3,4	7,1
	% 14,8	11,9	16,5	6,1	11,8
Formation et services associés – Civil	\$ 18,4	15,1	14,3	11,6	16,9
	% 22,0	18,6	18,3	14,6	20,2
<b>Secteurs militaires</b>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 11,2	6,9	6,3	9,7	4,8
	% 11,7	8,9	7,6	10,3	6,6
Formation et services associés – Militaire	\$ 11,6	3,3	8,4	5,4	2,0
	% 24,1	6,9	15,9	10,7	4,1
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 52,2	34,6	39,4	30,1	30,8
Autres revenus (charges)	\$ (4,7)	(25,1)	(6,7)	(2,0)	5,1
BAII	\$ 47,5	9,5	32,7	28,1	35,9

Le résultat d'exploitation sectoriel nous sert à mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et éclaire nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant autres revenus, intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées. Il nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci d'éléments qui n'ont pas directement à voir avec sa performance.

#### CAPITAL UTILISÉ

(en millions)	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
<b>Secteurs civils</b>					
Produits de simulation – Civil	\$ (19,0)	(37,7)	(16,8)	(6,4)	24,3
Formation et services associés – Civil	\$ 618,7	614,9	610,3	559,8	578,9
<b>Secteurs militaires</b>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 48,0	49,3	61,7	98,0	115,9
Formation et services associés – Militaire	\$ 119,2	111,5	93,0	105,8	98,0
Total du capital utilisé	\$ 766,9	738,0	748,2	757,2	817,1

La mesure du capital utilisé nous permet de voir combien nous investissons dans nos activités. Nous le calculons en prenant le montant total de l'actif de chaque secteur (sans les espèces et quasi-espèces, et sans les actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayons le montant total du passif (hormis les passifs fiscaux, la dette à long terme – tranche échéant à moins d'un an comprise – et les autres charges hors exploitation).

## 5.1 SECTEURS CIVILS

### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Ce trimestre, PS/C a obtenu les contrats suivants :

- Un ATR 72-500 pour Air Deccan ;
- Un A320 pour Air Deccan ;
- Un B777 pour Cathay Pacific ;
- Un A320 pour Flight Simulation Company ;
- Deux B737-800NG pour Flight Simulation Company ;
- Un EMB-170 pour Flight Training Finance ;
- Un B737 pour Ryanair.

Cela fait en tout huit commandes de FFS pour ce trimestre.

### RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Produits	\$ 74,2	78,0	63,0	55,8	60,2
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,0	9,3	10,4	3,4	7,1
Marge d'exploitation	% 14,8	11,9	16,5	6,1	11,8
Amortissements	\$ 2,1	2,2	1,7	5,3	2,1
Dépenses en immobilisations	\$ 8,2	2,5	2,0	1,0	0,2
Capital utilisé	\$ (19,0)	(37,7)	(16,8)	(6,4)	24,3
Carnet de commandes	\$ 297,5	284,4	312,3	280,3	276,7

LES PRODUITS SONT INFÉRIEURS DE 5 % À CEUX DU TRIMESTRE DERNIER, MAIS SUPÉRIEURS DE 23 % À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Le recul des produits d'un trimestre sur l'autre tient au fait que le niveau d'activité avait été particulièrement élevé au quatrième trimestre de l'exercice dernier. La progression par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006 tient au niveau élevé des commandes enregistrées récemment, à quoi s'ajoute l'effet d'une contraction du cycle de production.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 18 % CE TRIMESTRE, ET DE 55 % PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

L'amélioration dans l'exécution des programmes est le facteur principal de l'augmentation du résultat d'exploitation par rapport au dernier trimestre et au premier trimestre de l'exercice 2006. Au trimestre dernier, nous avons accéléré l'amortissement de certains frais de développement relatifs aux générateurs d'images, et cela a contribué à l'augmentation du résultat d'exploitation du secteur par rapport au trimestre d'avant.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

Cette moins bonne performance tient principalement à une baisse de la valeur des comptes créditeurs et des charges à payer, qui étaient élevée au 31 mars 2006.

LE CARNET DE COMMANDES A AUGMENTÉ DE 5 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

### ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	
Carnet de commandes au 31 mars 2006	284,4 \$
+ commandes reçues ce trimestre	87,0
- produits pour le trimestre	(74,2)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	0,3
Carnet de commandes au 30 juin 2006	297,5 \$

Ce trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 1,2.

## FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

FS/C a obtenu pour plus de 110 millions \$ de contrats ce trimestre :

- Plus de 50 nouveaux contrats de formation ont été signés avec des clients de l'aviation d'affaires, notamment Reebok, Southwest Bell Communications, CHC Helicopters et l'US Navy.
- Plus de 20 nouveaux contrats de formation ont été signés dans différentes parties du monde avec des compagnies aériennes nationales et régionales.
- Nous avons aussi obtenu la reconduction de plusieurs contrats en cours.

## RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf la marge d'exploitation)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Produits	\$ <b>83,7</b>	81,1	78,0	79,4	83,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ <b>18,4</b>	15,1	14,3	11,6	16,9
Marge d'exploitation	% <b>22,0</b>	18,6	18,3	14,6	20,2
Amortissements	\$ <b>10,6</b>	10,7	11,8	10,3	10,5
Dépenses en immobilisations	\$ <b>17,8</b>	21,3	41,0	14,3	10,9
Capital utilisé	\$ <b>618,7</b>	614,9	610,3	559,8	578,9
Carnet de commandes	\$ <b>817,6</b>	809,0	805,2	830,4	831,7
NESA	<b>98</b>	95	100	99	98
FFS déployés	<b>110</b>	109	108	108	108

## PRODUITS SUPÉRIEURS DE 3 % À CEUX DU DERNIER TRIMESTRE ET STABLES PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Le premier trimestre est habituellement plus fort pour FS/C, et ce fut le cas encore cette année. Nos clients ont tendance à faire faire à leur pilotes plus de formation sur les trois premiers mois de notre exercice financier, pour qu'ils soient prêts pour les mois d'été où ils sont appelés à beaucoup voler.

Les produits sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006, en dépit de l'appréciation du dollar canadien :

- le dollar canadien a gagné environ 10 % par rapport à l'euro et au dollar américain. Plus de 94 % des ventes et du résultat d'exploitation réalisés par FS/C sont en devises étrangères, ce qui expose les produits d'exploitation de ce secteur aux variations de cours du dollar canadien par rapport à l'euro et au dollar américain. Les variations de change sont ordinairement sans effet sur la marge d'exploitation.
- Le secteur a eu ce trimestre le même nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) qu'il y a un an. Le NESA est une mesure hors PCGR indicative du nombre total de FFS en état de produire des recettes. Dans le cas par exemple d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs en service dans ce centre, et lorsqu'un simulateur est mis hors service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé.

## LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 22 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 9 % PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

L'augmentation des produits et de la marge d'exploitation tient au fait que la répartition des sources de recettes a été meilleure, que les simulateurs ont connu un plus fort taux de fréquentation, et que la restructuration a rationalisé le travail et augmenté l'efficacité du personnel.

## LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS SONT DE 17,8 MILLIONS \$

Les dépenses en immobilisations de ce trimestre ont essentiellement été consacrées à la poursuite de l'investissement dans le programme de formation Dassault Falcon 7X, à l'agrandissement et à la conversion de notre centre de formation de Burgess Hill (G.-B.), ainsi qu'à des simulateurs que nous allons ajouter dans notre réseau au cours des exercices 2007 et 2008.

## LE CARNET DE COMMANDES A AUGMENTÉ DE 1 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

## ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	
Carnet de commandes au 31 mars 2006	809,0 \$
+ commandes reçues ce trimestre	110,9
- produits pour le trimestre	(83,7)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	(18,6)
Carnet de commandes au 30 juin 2006	817,6 \$

Ce trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 1,3.

Au cours du trimestre, nous avons obtenu pour 110 millions \$ de nouvelles commandes, ce qui est exceptionnel.

## 5.2 SECTEURS MILITAIRES

### PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

PS/M a obtenu les contrats suivants ce trimestre :

- Entraîneur aux opérations d'arrimage et de largage (FuT) reproduisant la soute du C-130J, commandé par l'Armée de l'air américaine (USAF);
- Mises à niveau diverses sur simulateurs C-130J pour l'USAF;
- Intégration de système visuel sur simulateur Tornado pour l'Armée de l'air allemande;
- Entraîneur partiel (PTT) commandé par EADS CASA pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport acquis par la Royal Australian Air Force.

### RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf la marge d'exploitation)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Produits	\$ 95,8	77,5	82,8	94,4	72,7
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,2	6,9	6,3	9,7	4,8
Marge d'exploitation	% 11,7	8,9	7,6	10,3	6,6
Amortissements	\$ 2,2	5,9	3,1	3,0	1,8
Dépenses en immobilisations	\$ 1,3	3,0	1,1	1,6	0,3
Capital utilisé	\$ 48,0	49,3	61,7	98,0	115,9
Carnet de commandes	\$ 475,2	540,5	453,0	493,1	535,1

LES PRODUITS ONT AUGMENTÉ DE 24 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 32 % PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Dans les deux cas, la progression est due principalement à :

- Une plus forte activité sur certains programmes européens, en particulier celui des moyens de formation des pilotes des NH90 allemands, dans lequel nous avons atteint une importante étape ce trimestre;
- La vente d'une licence au gouvernement britannique l'autorisant à utiliser l'information qui nous appartient concernant le programme AVTS. Il a été question de cela précédemment sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

Cette augmentation par rapport au même trimestre de l'exercice dernier a été amplifiée par les retards que certains programmes européens et américains ont enregistrés au cours du dernier exercice.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 62 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 133 % PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Cette augmentation du résultat par rapport aux deux périodes de comparaison s'explique par les mêmes raisons que celle des produits. Les recettes provenant de la vente de la licence sur les informations concernant le programme AVTS ont compté pour 1,6 million \$. L'augmentation par rapport au premier trimestre 2006 a été plus importante encore du fait que nous avons alors radié pour 1,5 million \$ de frais d'appel d'offres reportés. Il a été question de cela précédemment sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

### LE CAPITAL UTILISÉ A DIMINUÉ

La baisse enregistrée ce trimestre vient principalement de ce que les passifs à long terme ont légèrement augmenté tandis que le fonds de roulement hors trésorerie est resté constant.

### LA VALEUR DU CARNET DE COMMANDES A DIMINUÉ DE 12 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

<i>(en millions)</i>	
Carnet de commandes au 31 mars 2006	540,5 \$
+ commandes reçues ce trimestre	36,4
- produits pour le trimestre	(95,8)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	(5,9)
Carnet de commandes au 30 juin 2006	475,2 \$

Ce trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 0,38, contre 1,98 au quatrième trimestre de l'exercice 2006, ce qui reflète l'irrégularité de ce marché.

## FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

FS/M a obtenu ce trimestre les contrats suivants :

- Contrat prolongeant pour un an la fourniture aux CF-18 des Forces canadiennes de services de soutien comprenant la mise à niveau des logiciels d'avionique, la fourniture d'un soutien logistique intégré et la gestion des données.
- Contrat de quatre ans et demi pour la fourniture, sur la base britannique de Lyneham, de services de maintenance et de soutien pour les systèmes de formation C-130J de la RAF.

## RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf la marge d'exploitation)</i>	<b>T1-2007</b>	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006
Produits	\$ 48,1	47,7	52,8	50,7	49,3
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,6	3,3	8,4	5,4	2,0
Marge d'exploitation	% 24,1	6,9	15,9	10,7	4,1
Amortissements	\$ 1,5	1,6	1,6	1,9	1,9
Dépenses en immobilisations	\$ 13,4	15,5	1,5	7,4	6,5
Capital utilisé	\$ 119,2	111,5	93,0	105,8	98,0
Carnet de commandes	\$ 842,9	826,1	797,8	829,4	904,0

LES PRODUITS SONT RESTÉS STABLES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Les produits sont restés stables malgré l'irrégularité des résultats des secteurs militaires.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS A AUGMENTÉ DE 118 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 13 % PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Le résultat d'exploitation sectoriel de ce trimestre prend en compte un paiement non récurrent de 4,4 millions \$ de la part du gouvernement britannique pour notre renonciation aux réclamations sur le projet AVTS. Au premier trimestre de l'exercice 2006, le résultat d'exploitation sectoriel prenait en compte la radiation de 4,4 millions \$ de frais d'appel d'offres reportés. Il a été question de cela précédemment sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

En outre, le produit de la vente de la licence d'utilisation d'information en rapport avec ce même projet a compté pour 1,7 million \$.

Le résultat d'exploitation sectoriel avant éléments non récurrents a augmenté de 3,9 millions \$ (soit 118%) par rapport au trimestre dernier, et de 0,8 million \$ (soit 13%) par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006.

L'augmentation par rapport au trimestre dernier vient d'une légère hausse des produits et de la perception d'un dividende sur un placement de FS/M en G.-B. Ce dividende entre dans le cours normal des activités du secteur, mais n'est pas perçu régulièrement tous les trimestres.

## LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ

L'augmentation de ce trimestre a principalement pour origine les dépenses en immobilisations se rapportant à la construction en Allemagne des centres de formation pour le programme NH90.

LA VALEUR DU CARNET DE COMMANDES A AUGMENTÉ DE 2 % CE TRIMESTRE

## ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	
Carnet de commandes au 31 mars 2006	826,1 \$
+ commandes reçues ce trimestre	62,4
- produits pour le trimestre	(48,1)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	2,5
Carnet de commandes au 30 juin 2006	842,9 \$

Ce trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 1,3.

Pour le secteur militaire dans son ensemble, le ratio était de 0,7 et de 0,9 sur une période glissante de douze mois.

## 6 | MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

## MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour le trimestre terminé le

<i>(en millions)</i>	<b>30 juin 2006</b>	31 mars 2006	30 juin 2005
Trésorerie dégagée des activités d'exploitation poursuivies*	<b>59,1 \$</b>	43,7 \$	30,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	<b>(27,1)</b>	26,1	(9,0)
Trésorerie nette dégagée des activités poursuivies	<b>32,0 \$</b>	69,8 \$	21,8 \$
Dépenses en immobilisations	<b>(40,7)</b>	(42,3)	(17,9)
Autres coûts capitalisés	<b>(4,7)</b>	(4,7)	(3,6)
Dividendes en espèces	<b>(2,4)</b>	(2,5)	(2,4)
Financement non récurrent	<b>10,3</b>	5,1	–
Flux de trésorerie disponibles	<b>(5,5) \$</b>	25,4 \$	(2,1) \$
Autres mouvements de trésorerie, montant net	<b>2,0</b>	1,4	4,2
Financement non récurrent	<b>(10,3)</b>	(5,1)	–
Effet des variations de change sur espèces et quasi-espèces	<b>(1,8)</b>	1,0	(1,8)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produits et remboursement de la dette à long terme	<b>(15,6) \$</b>	22,7 \$	0,3 \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

LES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES<sup>(1)</sup> ONT DIMINUÉ DE 30,9 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 3,4 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

LA TRÉSORERIE NETTE DÉGAGÉE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES A DIMINUÉ DE 37,8 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 10,2 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Les principales raisons à cela sont les suivantes :

- Au trimestre dernier, nous avons réduit de 26,1 millions \$ le montant de trésorerie investi dans le fonds de roulement. Ce trimestre, nous avons investi 27,1 millions \$, et avions investi 9,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2006.
- Les charges hors trésorerie sont de 3,1 millions \$ de moins qu'au trimestre dernier et à 15,8 millions \$ de plus qu'au premier trimestre de l'exercice 2006.

Une certaine compensation a été apportée par l'augmentation du bénéfice tiré des activités poursuivies, qui est de 18,5 millions \$ par rapport au trimestre dernier et de 12,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET AUTRES COÛTS CAPITALISÉS ONT AUGMENTÉ DE 23,9 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Les dépenses en immobilisations pour la croissance ont été ce trimestre de 29,8 millions \$. Elles ont concerné :

- La poursuite de l'investissement dans le programme Dassault Falcon 7X;
- L'augmentation des immobilisations pour le programme allemand des hélicoptères NH90;
- D'autres immobilisations faites dans l'objet de la croissance.

Les immobilisations de 10,9 millions \$ consacrées à l'entretien ce trimestre ont concerné des travaux d'entretien général.

Ce trimestre, nous avons perçu pour 10,3 millions \$ de financement sans garantie au titre du programme NH90. Au trimestre dernier, nous avons reçu 5,1 millions \$ pour ce même programme.

## NOTE

<sup>(1)</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique de combien d'argent nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Elle correspond à la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, dont on soustrait les dépenses en immobilisations (y compris les coûts capitalisés) et les dividendes versés, et à quoi on ajoute le produit des cessions-bail et autres financements adossés à des actifs. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles pour la raison qu'ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose.

## 7 | SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2006	Au 31 mars 2006
<i>Utilisation du capital :</i>		
Fonds de roulement hors trésorerie	(50,8)\$	(74,5)\$
Immobilisations corporelles, montant net	854,9	839,3
Autres actifs à long terme	323,4	329,7
Actifs nets destinés à la vente (à court et long terme)	5,8	5,9
Autres passifs à long terme	(238,8)	(234,9)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>894,5 \$</b>	<b>865,5 \$</b>
<i>Provenance du capital :</i>		
Dette nette	198,3 \$	190,2 \$
Capitaux propres	696,2	675,3
<b>Provenance du capital</b>	<b>894,5 \$</b>	<b>865,5 \$</b>

## LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ DE 3 % CE TRIMESTRE

Cette augmentation résulte principalement de celle du fonds de roulement hors trésorerie.

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous savons en permanence combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

*Du point de vue de l'utilisation qui en est faite*

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces, des actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise, et autres passifs hors exploitation).

*Du point de vue des sources de provenance*

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

## LE FONDS DE ROULEMENT HORS TRÉSORERIE A AUGMENTÉ DE 32 % CE TRIMESTRE

L'augmentation vient principalement de celle des comptes débiteurs. Elle a été légèrement atténuée par l'élévation du volume d'affaires ce trimestre, en raison de laquelle les acomptes sur contrats ont été plus élevés.

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme, sans compter les espèces et quasi-espèces, la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et la portion à court terme des actifs et passifs destinés à la vente.

## LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ONT AUGMENTÉ DE 2 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

L'augmentation est attribuable aux nouvelles dépenses en immobilisations pour 40,7 millions \$, lesquelles ont été contrebalancées par l'amortissement régulier ainsi que par l'incidence des variations de change.

## LA DETTE NETTE A AUGMENTÉ DE 4 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

La cause principale en est la diminution nette de 15,6 millions \$ de la trésorerie ce trimestre, avant remboursement de la dette à long terme. L'augmentation a été quelque peu atténuée par l'élévation du cours du dollar canadien face aux devises étrangères dans lesquelles est libellée une partie de notre dette.

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que les espèces et quasi-espèces. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), tranche échéant à moins d'un an comprise, et le montant des espèces et quasi-espèces.

## ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

<i>au 30 juin 2006 (en millions)</i>	
Dette nette, en début de période	190,2 \$
+ effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau sous « Mouvements de trésorerie »)	15,6
- effet des variations de change sur la dette à long terme	(7,5)
+ augmentation de la dette nette sur la période	8,1
<b>Dette nette en fin de période</b>	<b>198,3 \$</b>

## BILANS CONSOLIDÉS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i>	Au 30 juin	Au 31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2006	2006
<b>Actif</b>		
<i>Actif à court terme</i>		
Espèces et quasi-espèces	72,3 \$	81,1 \$
Comptes débiteurs	287,2	260,3
Stocks	86,9	93,2
Charges payées d'avance	22,0	25,2
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	81,4	75,7
Actif d'impôts futurs	5,5	5,7
	555,3	541,2
Immobilisations corporelles, montant net	854,9	839,3
Impôts sur les bénéfices futurs	74,6	78,2
Actifs incorporels	23,6	23,3
Écart d'acquisition	88,8	92,0
Autres actifs	136,4	136,2
Actifs à long terme destinés à la vente (note 2)	5,8	5,9
	1 739,4 \$	1 716,1 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	357,1 \$	373,7 \$
Acomptes sur contrats	160,7	146,4
Partie à court terme de la dette à long terme	27,0	10,4
Impôts sur les bénéfices futurs	16,0	14,5
	560,8	545,0
Dette à long terme	243,6	260,9
Gains reportés et autres passifs à long terme	206,6	206,5
Impôts sur les bénéfices futurs	32,2	28,4
	1 043,2	1 040,8
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 4)	391,9	389,0
Surplus d'apport	4,9	5,8
Bénéfices non répartis	425,9	395,7
Écarts de conversion cumulés	(126,5)	(115,2)
	696,2	675,3
	1 739,4 \$	1 716,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre clos le 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2006	2005
Produits	301,8 \$	266,0 \$
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 9)	47,5 \$	35,9 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 3)	3,0	4,8
Bénéfice avant impôts	44,5 \$	31,1 \$
Charge fiscale	11,2	10,3
Bénéfice tiré des activités poursuivies	33,3 \$	20,8 \$
Résultat des activités abandonnées (note 2)	(0,6)	–
<b>Bénéfice net</b>	<b>32,7 \$</b>	<b>20,8 \$</b>
<b>Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,08 \$</b>
<b>Bénéfice de base et dilué par action</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,08 \$</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	250,8	248,8

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre clos le 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2006	2005
Bénéfice non réparti au début de la période	395,7 \$	340,8 \$
Bénéfice net	32,7	20,8
Dividendes	(2,5)	(2,5)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	<b>425,9 \$</b>	<b>359,1 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre clos le 30 juin (montants en millions de dollars canadiens)

	2006	2005
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	32,7 \$	20,8 \$
Résultat des activités abandonnées (note 2)	0,6	–
Bénéfice des activités poursuivies	33,3	20,8
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement	12,8	13,1
Amortissement des frais de financement reportés	0,2	0,4
Amortissement des actifs incorporels et autres	3,6	3,2
Impôts sur les bénéfices futurs	6,3	(11,0)
Crédits d'impôts à l'investissement	(2,5)	0,2
Rémunérations à base d'actions	0,8	0,5
Autres	4,6	3,6
Augmentation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	(27,1)	(9,0)
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation poursuivies	32,0	21,8
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation abandonnées	–	2,2
<b>Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>32,0</b>	<b>24,0</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'entreprises (déduction faite des espèces et de quasi-espèces acquises)	–	2,6
Dépenses en immobilisations	(40,7)	(17,9)
Actifs incorporels	(1,7)	–
Frais de démarrage reportés	(0,1)	(0,4)
Autres actifs	(2,9)	(3,2)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement poursuivies	(45,4)	(18,9)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement abandonnées	–	(1,1)
<b>Liquidités nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(45,4)</b>	<b>(20,0)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Emprunt net au titre des facilités de crédit non garanties renouvelables	–	12,6
Produit tiré de la dette à long terme	10,4	0,2
Remboursement de la dette à long terme	(3,6)	(24,4)
Dividendes payés	(2,4)	(2,4)
Émissions d'actions ordinaires	1,1	2,1
Autres	0,9	(0,5)
Liquidités nettes liées aux activités de financement poursuivies	6,4	(12,4)
Liquidités nettes liées aux activités de financement abandonnées	–	0,8
<b>Liquidités nettes liées aux activités de financement</b>	<b>6,4</b>	<b>(11,6)</b>
<b>Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(1,8)</b>
<b>Diminution nette des espèces et quasi-espèces</b>	<b>(8,8)</b>	<b>(9,4)</b>
<b>Espèces et quasi-espèces au début de la période</b>	<b>81,1</b>	<b>61,5</b>
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>72,3 \$</b>	<b>52,1 \$</b>
<b>Espèces et quasi-espèces liées aux :</b>		
Activités poursuivies	72,3 \$	45,7 \$
Activités abandonnées	–	6,4
	<b>72,3 \$</b>	<b>52,1 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON VÉRIFIÉS)

## NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### NATURE DES ACTIVITÉS

CAE inc. (la Société) conçoit et fabrique de l'équipement de simulation, fournit des services connexes et met au point des solutions de formation intégrées à l'aviation militaire, à l'aviation commerciale, aux exploitants d'aéronefs d'affaires et aux aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. CAE exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation – Civil : ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour le secteur aéronautique civil;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : ce secteur conçoit, réalise et fournit des moyens de formation militaires de très haute technicité pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : ce secteur fournit des services de formation et des services apparentés pour l'aviation commerciale et d'affaires;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : ce secteur fournit aux forces armées des solutions clés en main pour la formation et le service opérationnel, ainsi que des services de soutien et de prolongation de vie des matériels, des services de maintenance et des solutions de modélisation et de simulation.

### PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux conventions comptables applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2006. Ces états financiers intermédiaires ne donnent cependant pas toutes les informations que doivent fournir les états financiers annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site de la Société, [www.cae.com](http://www.cae.com). La direction de CAE (la Direction) estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants intervenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers intermédiaires consolidés sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers.

### CARACTÈRE SAISONNIER ET CYCLIQUE DES ACTIVITÉS

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique, et/ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en périodes de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des formations. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des deux secteurs militaires (Produits de simulation – Militaire et Formation et services associés – Militaire), dont les clients sont des organismes gouvernementaux, n'ont jamais réellement connu de variations cycliques ou saisonnières.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux PCGR, exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les produits et les charges pour la période concernée. La Direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, aux dépréciations d'actifs à long terme et d'écart d'acquisition, d'après la connaissance que la Direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre dans l'avenir. Qu'il s'agisse des états annuels ou des états intermédiaires, les chiffres qui y figurent sont souvent le résultat d'estimations raisonnables. Le recours à l'estimation est toutefois plus important habituellement pour l'établissement des états financiers intermédiaires que pour celui des états financiers annuels. Dans tous les cas, les résultats réels peuvent différer des estimations, et des changements importants dans celles-ci ou dans les hypothèses peuvent entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

**NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****BASE DE CONSOLIDATION**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dont elle détient la participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est le principal bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à CAE de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles elle a une participation. Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles CAE exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

**NOTE 2 | ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE****SYSTÈMES FORESTIERS**

Le 2 mai 2003, CAE a mené à terme la vente d'une des activités de son secteur des Systèmes forestiers à Carmanah Design and Manufacturing. Il lui restait à percevoir une contrepartie supplémentaire dont le montant dépendrait des résultats de l'exploitation de l'activité vendue. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, un règlement est intervenu et CAE a perçu un montant de 0,2 million \$ (net de 0,1 million \$ d'impôts).

**CONTRÔLES NAVALS**

Le 3 février 2005, CAE a conclu avec L-3 Communications Corporation (« L-3 ») la vente des éléments importants de cette activité pour la somme de 238,6 millions \$ payable en espèces. Le prix de la vente demeurerait toutefois assujéti à l'acceptation par L-3 de la valeur nette du fonds de roulement du secteur Contrôles navals. Depuis la clôture du trimestre, les discussions ont abouti à la reconnaissance d'une différence de la valeur nette du fonds de roulement qui a été versée à L-3, et CAE a enregistré un rajustement supplémentaire d'environ 0,8 million \$ (net de 0,2 million \$ d'économie d'impôts). De plus, récemment, CAE a reçu de cet acheteur notification d'une réclamation d'indemnités prévues dans le contrat de vente et d'achat (CVA). Le motif invoqué est que CAE serait en situation de défaut vis-à-vis de certaines promesses et garanties fournies dans le CVA. La direction étudie le bien-fondé de ces réclamations et la couverture d'assurance dont elle dispose dans le cas d'une d'elles. Il est impossible pour le moment de dire quelle sera l'issue de ces questions et encore moins de savoir à combien pourraient éventuellement se monter les dédommagements à verser. CAE compte mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour se défendre. Le CVA fixe à 25 millions \$US le maximum qui puisse être réclamé pour tous motifs confondus.

Le tableau qui suit résume les renseignements financiers sur les activités abandonnées :

(Chiffres non vérifiés)

<i>Trimestre clos le 30 juin (en millions)</i>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
Bénéfice net des Systèmes forestiers, après charge fiscale de 0,1 \$ (en 2005 : néant)	<b>0,2 \$</b>	– \$
Perte nette des Contrôles navals, après économie fiscale de 0,2 \$ (en 2005 : néant)	<b>(0,8)</b>	–
Perte nette des activités abandonnées	<b>(0,6)\$</b>	– \$

Au 30 juin 2006, les autres immobilisations corporelles destinées à la vente comprennent des biens fonciers et immobiliers liés au secteur Formation et services associés – Civil, d'une valeur de 5,8 millions \$ (5,9 millions \$ au 31 mars 2006).

**NOTE 3 | INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET**

Les intérêts débiteurs (créditeurs) de la Société s'établissent comme suit :

(Chiffres non vérifiés)

<i>Trimestre clos le 30 juin (en millions)</i>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	<b>3,8 \$</b>	6,1 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	<b>0,7</b>	1,0
Intérêts capitalisés	<b>(0,9)</b>	(1,5)
Intérêts sur la dette à long terme	<b>3,6</b>	5,6
Intérêts créditeurs	<b>(0,7)</b>	(0,8)
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	<b>0,1</b>	–
Intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	<b>(0,6)</b>	(0,8)
Intérêts débiteurs, montant net	<b>3,0 \$</b>	4,8 \$

**NOTE 3 | INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET (SUITE)**

La quasi-totalité des intérêts créditeurs de la Société provient des avances de fonds consenties à CVS Leasing Ltd. (CVS). CVS est une société qui détient des simulateurs et autres équipements qui servent à la formation des pilotes des Forces armées britanniques au centre de formation de CAE à Benson, en Angleterre. La Société détient une participation de 14 % dans CVS.

**NOTE 4 | CAPITAL-ACTIONS**

	Trois mois terminés le 30 juin 2006		Douze mois terminés le 31 mars 2006	
<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf le nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Nombre d'actions	Valeur attribuée
Solde au début de la période	250 702 430	389,0 \$	248 070 329	373,8 \$
Émissions d'actions <sup>(a)</sup>	–	–	1 091 564	6,9
Options sur actions exercées	205 300	1,1	1 497 540	8,0
Transfert du surplus d'apport sur exercice d'options	–	1,7	–	–
Dividendes en actions	6 741	0,1	42 997	0,3
Solde à la fin de la période	250 914 471	391,9 \$	250 702 430	389,0 \$

(a) Le 20 mai 2005, la Société a émis 1 000 000 d'actions ordinaires, au prix de 6,13 \$ chacune, en vue de l'acquisition de Terrain Experts, inc.

Le 30 novembre 2005, la Société a émis 91 564 actions ordinaires, au prix de 8,07 \$ chacune, pour couvrir le second paiement du coût d'acquisition, déjà comptabilisé dans la répartition du prix d'achat de Greenley & Associates inc.

**NOTE 5 | PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT****PROJET PHOENIX**

La Société a annoncé la mise en oeuvre du Projet Phoenix, dans le cadre duquel elle prévoit investir 630 millions \$ dans un programme de R-D d'une durée de six ans. Au cours de l'exercice 2006, le gouvernement du Canada et la Société ont conclu un accord prévoyant un investissement du gouvernement d'une valeur égale à environ 30 % (189 millions \$) de celle du projet de R-D de CAE (ce qui a réduit d'environ 25 % le montant encaissable du crédit d'impôt). Cette entente s'inscrit dans le cadre du Partenariat technologique Canada (PTC), programme d'Industrie Canada destiné à favoriser l'investissement stratégique en R-D, à encourager l'investissement du secteur privé et à accroître les capacités technologiques de l'industrie canadienne. À compter de l'exercice 2012, les fonds investis par le gouvernement du Canada seront remboursables sous forme de redevances, et ce, en fonction des produits consolidés. Le versement des redevances cessera en 2030 ou dès l'instant où elles auront atteint le montant de l'aide financière publique versée.

Le montant total du financement consenti au premier trimestre de l'exercice 2007 au titre du Projet Phoenix se chiffre à 7,1 millions \$ (néant au 30 juin 2005). Une tranche de 6,0 millions \$ de ce montant a été inscrite comme réduction des coûts, et une tranche de 1,1 million \$, en réduction des immobilisations corporelles et autres frais capitalisés. Le montant total était à recevoir au 30 juin 2006. Des 17,3 millions \$ de fonds constatés au cours de l'exercice 2006, une tranche de 10,0 millions \$ était à recevoir au 31 mars 2006. Aucun paiement de redevances au titre de ce programme n'a été effectué au premier trimestre de l'exercice 2007 (néant au 30 juin 2005).

**PROGRAMMES ANTÉRIEURS**

La Société a également conclu avec le gouvernement du Canada des accords visant le partage d'une portion des coûts engagés par la Société dans le cadre d'autres programmes de R-D. Cette initiative vise à accroître les capacités technologiques de CAE liées aux systèmes de simulation de vol, en développant des composantes qui réduiront les coûts et le poids des simulateurs de vol, et des technologies qui réduiront le coût de la formation initiale. Les fonds investis dans ces programmes sont remboursables sous forme de redevances jusqu'en mars 2011 et jusqu'en mars 2013, en fonction respectivement des ventes futures de programmes pour la formation civile et pour la formation militaire.

Les programmes antérieurs n'ont donné lieu à aucune comptabilisation de financement au premier trimestre de l'exercice 2007 (un montant de 3,4 millions \$ au 30 juin 2005 a été entièrement inscrit comme réduction des coûts). Des 7,5 millions \$ de fonds constatés au cours de l'exercice 2006, une tranche de 1,2 million \$ était à recevoir au 31 mars 2006. Au premier trimestre de l'exercice 2007, ces programmes ont donné lieu à des dépenses de redevances d'un montant de 1,8 million \$ (1,6 million \$ au 30 juin 2005).

Au premier trimestre de l'exercice 2007, la Société a enregistré un passif de 15,1 millions \$ (18,9 millions \$ au 31 mars 2006) au titre des paiements futurs liés à l'ensemble des programmes de R-D.

**NOTE 6 | AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Le coût total des prestations versées au titre de régimes enregistrés au cours du trimestre terminé le 30 juin se composait des éléments suivants :

*(Chiffres non vérifiés)*

<i>Trimestre clos le 30 juin (en millions)</i>	<b>2006</b>	2005
Coût des services rendus au cours de la période	<b>2,1 \$</b>	1,3 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations prévues	<b>2,7</b>	2,7
Rendement prévu de l'actif des régimes	<b>(2,7)</b>	(2,1)
Amortissement de la perte actuarielle nette	<b>0,6</b>	0,5
Amortissement du coût des services passés	<b>0,1</b>	0,1
<b>Charge de retraite nette</b>	<b>2,8 \$</b>	2,5 \$

**NOTE 7 | RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

*(Chiffres non vérifiés)*

<i>Trimestre clos le 30 juin (en millions)</i>	<b>2006</b>	2005
Liquidités provenant du (affectées au) fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	<b>(29,7)\$</b>	(8,4)\$
Stocks	<b>6,5</b>	(14,5)
Charges payées d'avance	<b>3,2</b>	(0,5)
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	<b>(3,3)</b>	(0,2)
Comptes créditeurs et charges à payer	<b>(19,0)</b>	5,8
Acomptes sur contrats	<b>15,2</b>	8,8
<b>Augmentation du fonds de roulement hors trésorerie</b>	<b>(27,1)\$</b>	(9,0)\$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	<b>5,9 \$</b>	9,4 \$
Impôts sur le bénéfice payés, montant net	<b>1,6 \$</b>	3,5 \$
Information supplémentaire sur l'état des résultats :		
Gain de change	<b>(1,8)\$</b>	(9,8)\$

**NOTE 8 | CHARGE DE RESTRUCTURATION**

Au cours du quatrième trimestre de 2005, à la suite d'un examen approfondi du rendement actuel et de l'orientation stratégique de ses activités, la Société a annoncé un vaste plan de restructuration en vue d'éliminer les dédoublements entre les secteurs civils et militaires et d'adopter une structure de coûts plus concurrentielle. Ce plan, qui comportait la suppression d'environ 450 emplois et la fermeture d'établissements redondants, a des répercussions considérables sur les activités de la Société non seulement à Montréal, mais aussi ailleurs dans le monde, notamment dans certains des centres de formation européens et américains. Depuis l'exercice 2005, les dépenses de restructuration comptabilisées en charges dans les résultats de la Société se montent à un total de 43,6 millions \$, dont une bonne partie est représentée par les frais de cessation d'emploi et les frais connexes, et dans lequel entrent 0,2 million \$ de dépenses supplémentaires engagées au premier trimestre de l'exercice 2007.

Le détail de la provision est le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Frais de cessation d'emploi	Autre frais	Total
Solde de la provision au 31 mars 2006	12,0 \$	0,6 \$	12,6 \$
Frais passés en charges	(0,1)	0,3	0,2
Paiements versés	(3,2)	(0,7)	(3,9)
<b>Solde de la provision au 30 juin 2006</b>	<b>8,7 \$</b>	<b>0,2 \$</b>	<b>8,9 \$</b>

## NOTE 9 | INFORMATIONS SECTORIELLES

## RÉSULTATS PAR SECTEUR

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à allouer aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant autres revenus (charges) nets, avant intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées (que l'on désigne dans ce qui suit par « résultat d'exploitation sectoriel »). Les secteurs Produits de simulation – Civil et Produits de simulation – Militaire fonctionnent selon un schéma d'organisation intégré selon lequel la majorité des fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communes. Les principes comptables selon lesquels est établie l'information par secteur sont les mêmes que ceux d'après lesquels la Société dresse ses états financiers consolidés. Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil vers le secteur Formation et services associés – Civil. La répartition des éléments d'actifs, passifs et coûts communs (essentiellement des frais généraux) entre les secteurs est faite en proportion de l'utilisation qui revient à chaque secteur lorsqu'on peut la déterminer et la mesurer à défaut de quoi la répartition est faite à proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre clos le 30 juin  
(en millions)

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
<b>Civil</b>						
Produits externes	74,2 \$	60,2 \$	83,7 \$	83,8 \$	157,9 \$	144,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	11,0	7,1	18,4	16,9	29,4	24,0
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,3	1,4	9,0	9,1	10,3	10,5
• Actifs incorporels et autres actifs	0,8	0,7	1,6	1,4	2,4	2,1
Dépenses en immobilisations	8,2	0,2	17,8	10,9	26,0	11,1
<b>Militaire</b>						
Produits externes	95,8 \$	72,7 \$	48,1 \$	49,3 \$	143,9 \$	122,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	11,2	4,8	11,6	2,0	22,8	6,8
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,5	1,5	1,0	1,1	2,5	2,6
• Actifs incorporels et autres actifs	0,7	0,3	0,5	0,8	1,2	1,1
Dépenses en immobilisations	1,3	0,3	13,4	6,5	14,7	6,8
<b>Total</b>						
Produits externes	170,0 \$	132,9 \$	131,8 \$	133,1 \$	301,8 \$	266,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	22,2	11,9	30,0	18,9	52,2	30,8
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	2,8	2,9	10,0	10,2	12,8	13,1
• Actifs incorporels et autres actifs	1,5	1,0	2,1	2,2	3,6	3,2
Dépenses en immobilisations	9,5	0,5	31,2	17,4	40,7	17,9

## BÉNÉFICE CONSOLIDÉ AVANT INTÉRÊTS ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre clos le 30 juin (en millions)

	2006	2005
Résultat d'exploitation sectoriel total	52,2 \$	30,8 \$
Gain de change sur la réduction de l'investissement dans certaines filiales autonomes <sup>(a)</sup>	–	6,0
Charge de restructuration (note 8)	(0,2)	(0,9)
Autres frais liés au plan de restructuration <sup>(b)</sup>	(4,5)	–
<b>Bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices</b>	<b>47,5 \$</b>	<b>35,9 \$</b>

(a) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, la Société a réduit la capitalisation de certaines de ses filiales autonomes, en conséquence de quoi le montant correspondant de change dans le compte *Écart de conversion cumulés* a été passé dans les états consolidés des résultats.

(b) Depuis le début de l'exercice 2006, la Société a également engagé des coûts supplémentaires en rapport avec son plan de restructuration, qui, d'après les PCGR, sont inclus dans le bénéfice. Ces coûts ne sont pas compris dans le résultat d'exploitation sectoriel. Il s'agit, pour une bonne part, des frais de réingénierie des processus opérationnels de la Société, dont une partie concerne la mise en œuvre du système ERP (portion capitalisée non comptée). D'autres dépenses ont concerné aussi le réexamen de la stratégie et d'autres coûts associés à la restructuration.

## NOTE 9 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

## ACTIF UTILISÉ PAR SECTEUR

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres éléments d'actif, à l'exception des liquidités, des impôts sur le bénéfice, des éléments d'actif destinés à la vente et des éléments d'actif de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2006	Au 31 mars 2006
Produits de simulation – Civil	175,3 \$	163,5 \$
Produits de simulation – Militaire	243,2	225,2
Formation et services associés – Civil	827,3	833,8
Formation et services associés – Militaire	174,6	166,7
<b>Total de l'actif utilisé</b>	<b>1 420,4 \$</b>	<b>1 389,2 \$</b>
Actifs non inclus dans l'actif utilisé	319,0	326,9
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 739,4 \$</b>	<b>1 716,1 \$</b>

## INFORMATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 19 pays. Les produits des ventes sont attribués au pays de résidence des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trimestre clos le 30 juin (en millions)</i>	2006	2005
Produits tirés de clients externes		
Canada	35,8 \$	6,8 \$
États-Unis	86,2	96,0
Royaume-Uni	23,5	21,8
Allemagne	49,4	35,2
Pays-Bas	23,6	21,7
Autres pays d'Europe	19,9	19,4
Asie et Moyen-Orient	41,0	39,7
Autres pays	22,4	25,4
	<b>301,8 \$</b>	<b>266,0 \$</b>

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2006	Au 31 mars 2006
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition, actifs incorporels		
Canada	169,1 \$	250,6 \$
États-Unis	321,6	300,9
Royaume-Uni	101,7	77,3
Espagne	83,3	84,2
Allemagne	40,5	30,1
Pays-Bas	141,2	113,1
Autres pays d'Europe	65,0	66,2
Asie et Moyen-Orient	30,5	24,3
Autres pays	14,4	7,9
	<b>967,3 \$</b>	<b>954,6 \$</b>



